

Permis de conduire et contrôle médical pour raisons de santé

Mis à jour le 16 janvier 2014 par direction de l'information légale et administrative (premier ministre)

- Quelles sont les personnes concernées ?
- Quelle est la procédure ?
- Comment est transmis l'avis médical ?
- Y a-t-il un moyen de recours ?
- Quelles sont les conséquences d'une non déclaration d'un problème de santé ?
- Où s'adresser (3)
- Références (6)

Tout candidat au permis de conduire ou tout conducteur qui rencontre un problème de santé doit, de sa propre initiative, se soumettre à un contrôle médical. Il existe une liste des affections médicales qui sont incompatibles avec l'obtention du permis ou impliquent des restrictions à l'usage du permis. Des sanctions sont prévues en cas de non respect de cette obligation.

Quelles sont les personnes concernées ?

Candidats à certaines catégories de permis de conduire

Vous devez vous soumettre à un contrôle médical si vous êtes dans l'une des situations suivantes :

- candidat aux catégories A et B du permis de conduire délivrées pour la conduite de véhicules spécialement aménagés pour tenir compte de votre handicap,
- candidat aux catégories A et B atteint d'une incapacité à priori incompatible avec l'obtention du permis de conduire,
- candidat aux catégories A1, A2 A, B et B1 titulaires d'une pension d'invalidité à titre civil ou militaire,
- candidat atteint d'une affection à priori incompatible avec la délivrance du permis,
- candidat ayant fait l'objet d'une demande de contrôle médical par l'examineur lors de l'épreuve pratique de l'examen

Si vous êtes concerné, vous devez donc signaler votre problème de santé en remplissant le dossier d'inscription à l'examen du permis de conduire. Vous devez vous soumettre à un contrôle médical auprès d'un médecin agréé par la préfecture de votre lieu de résidence.

Personnes titulaires du permis et atteintes de certaines affections médicales

Il existe une liste des affections médicales (problèmes cardio-vasculaires, altérations visuelles, troubles de l'équilibre, pratiques addictives, diabète, épilepsie,...) :

- qui sont incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire,
- ou qui peuvent donner lieu à la délivrance d'un permis de durée de validité limitée,
- ou qui nécessitent un aménagement du véhicule ou un avis spécialisé avant la délivrance du permis ou son renouvellement.

Si vous êtes concerné, vous devez de vous-même vous soumettre à un contrôle médical auprès d'un médecin agréé par la préfecture de votre lieu de résidence.

À savoir : vous devez aussi vous soumettre à un contrôle médical si vous souhaitez être dispensé du port de la

Quelle est la procédure ?

Médecin compétent

Vous devez, de votre propre initiative, vous adresser à un médecin de ville agréé par le préfet (qui ne peut en aucun cas être votre médecin traitant).

La liste des médecins agréés est disponible dans les préfectures, sous-préfectures et dans les mairies de certaines communes. Elle peut également être consultée sur le site internet de la préfecture.

Coût

Les frais du contrôle médical (qui sont de 33 €), ainsi que ceux liés à d'éventuels examens complémentaires, ne donnent pas lieu à un remboursement par la Sécurité sociale.

Déroulement du contrôle

Il vous appartient de télécharger ou de vous procurer en préfecture l'avis médical (accompagné du formulaire cerfa référence 06 n° 14948*01) et de le pré-remplir avant de passer le contrôle médical.

Le jour du contrôle, il convient de vous munir des pièces suivantes :

- une pièce d'identité et sa photocopie,
- le permis de conduire, si vous en êtes déjà titulaire, et sa photocopie,
- 2 photos d'identité récentes.

Le médecin doit vous informer que le contrôle va porter non seulement sur votre aptitude physique à conduire, mais aussi sur vos aptitudes cognitives et sensorielles.

Il doit en effet s'assurer que vous êtes capable de comprendre et d'utiliser toutes les informations nécessaires à la conduite et à la bonne maîtrise de votre véhicule.

À ce titre, le médecin peut prescrire des examens complémentaires (parmi lesquels des examens psychotechniques) ou demander au préfet que vous soyez convoqué devant la commission médicale départementale.

Comment est transmis l'avis médical ?

Candidat au permis de conduire

Le médecin adresse aux services préfectoraux le volet correspondant de l'imprimé cerfa n°14880*01 (ainsi que le formulaire cerfa n°14948*01) et vous remet le volet qui vous revient.

En cas d'avis médical favorable, si vous êtes candidat, vous pourrez procéder à votre inscription.

En cas d'avis défavorable, le préfet vous adresse un courrier vous indiquant que vous ne pouvez pas vous présenter à l'examen et vous demandant de présenter vos observations.

Conducteur

Le médecin adresse aux services préfectoraux le volet correspondant de l'imprimé cerfa n°14880*01 (ainsi que le formulaire cerfa n°14948*01) et vous remet le volet qui vous revient.

Vous devez donc vous présenter rapidement à la préfecture ou à la sous-préfecture muni de votre permis de conduire et de l'avis médical sur lequel figurent les conclusions du médecin.

Votre permis reste provisoirement valide tant que le préfet n'a pas statué.

La validité administrative de l'avis médical est de 2 ans. Au delà de ce délai, le contrôle doit être repassé.

Si l'avis médical est négatif, le préfet vous adresse une lettre vous demandant de restituer votre permis de conduire et vous invitant à présenter vos observations.

Y a-t-il un moyen de recours ?

Lorsque le préfet rend, à la suite de l'avis médical, une décision d'inaptitude ou d'aptitude temporaire ou avec restrictions, vous pouvez (que vous soyez candidat ou conducteur) saisir la commission médicale d'appel.

Cet appel n'empêche pas la décision du préfet de s'appliquer.

Après vous avoir examiné, la commission peut entendre, si elle le juge nécessaire, le médecin agréé et elle transmet son avis au préfet.

Si l'avis médical négatif est maintenu et que le préfet rend une décision d'inaptitude, ou d'aptitude temporaire ou avec restrictions, vous pouvez, que vous soyez conducteur ou candidat à l'examen faire un recours devant le juge administratif.

Quelles sont les conséquences d'une non déclaration d'un problème de santé ?

Si vous omettez de vous soumettre à un contrôle médical imposé par votre état de santé, vous vous exposez à une amende pouvant aller jusqu'à 750 € (en général, il s'agit d'une amende forfaitaire de 135 €). Vous serez en effet considéré comme une personne conduisant sans permis de conduire et ayant fait une fausse déclaration.

Par ailleurs, en cas d'accident dû à une pathologie considérée comme incompatible avec le fait de conduire, le responsable ne sera pas couvert par son assurance.

Où s'adresser ?

Préfecture de police de Paris - Bureau des permis de conduire

Pour obtenir la liste des médecins agréés

Préfecture

Sous-préfecture

Références

Code de la route : articles R221-1 à R221-21 [↗](#) - Délivrance du permis de conduire

Arrêté du 21 décembre 2005 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à une validité limitée [↗](#)

Arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire [↗](#)

Arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite [↗](#)

Circulaire du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs [↗](#)

Circulaire du 25 juillet 2013 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et candidats au permis de conduire [↗](#)

6. Dispositions particulières.

6.1. Tests psychotechniques après invalidation ou annulation.

Le dispositif réglementaire actuel est maintenu. L'article 7.I de l'arrêté prévoit qu'en cas d'invalidation ou d'annulation du permis de conduire, le contrôle médical de l'aptitude à la conduite comprend un examen psychotechnique. L'article L.224-14 du code de la route y ajoute les suspensions dont la durée est supérieure à un mois. Dans les autres cas, il n'y a pas lieu d'imposer d'examens psychotechniques.

6.2. Prise en charge financière des frais médicaux.

6.2.1. Principe.

Les frais liés au contrôle médical de l'aptitude à la conduite, y compris aux examens complémentaires qui peuvent être demandés dans ce cadre par la commission médicale ou les médecins agréés consultant hors commission, sont à la charge des usagers. S'agissant de visites médicales de prévention, elles ne donnent donc pas lieu à l'établissement d'une feuille de soin.

6.2.2. Exception.

Toutefois, l'article L 243-7 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que « Les contrôles médicaux auxquels sont astreintes, conformément aux dispositions du code de la route, les personnes handicapées titulaires du permis de conduire, sont gratuits. »

En l'absence de définition de la personne handicapée, il convient de se référer à l'article L.114 du Code précité qui précise que : « Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

Aujourd'hui, seules les personnes atteintes d'un handicap locomoteur bénéficient de visites médicales prises en charge financièrement par l'Etat, qu'elles soient ou non déjà titulaires du permis de conduire.

La difficulté d'apporter la preuve pour justifier d'un handicap tel que le définit l'article susvisé, a conduit à en préciser les critères.

Afin de prendre en compte au mieux les conducteurs susceptibles d'être concernées, et pour faire suite à une recommandation de la HALDE du 2 juillet 2007, il convient d'accorder la gratuité des visites médicales aux personnes titulaires du permis de conduire pouvant présenter la décision de reconnaissance d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à 50 % délivrée par la commission départementale d'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), quelle que soit la nature de l'incapacité. Le nouveau CERFA « avis médical » comporte une case à cocher dans ce cas par le médecin agréé ou la commission qui procède au contrôle médical.